

**Descente aux Enfers de l'ancien Premier Ministre ivoirien
Guillaume Soro
condamné à
la prison à vie** **P5**



YOTR
#CQFS

La Solution Automatisée de Marquage
(SAM) protège les consommateurs contre
les produits contrefaits.

0228 99 99 41 01

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 24 Juin 2021 N° 324 - Prix 250 F CFA

Business

**Les entreprises
en plein essor** **P2**

Secteur halieutique

**La pêche, une
activité de plus
en plus rentable** **P2**

Processus d'adhésion du Togo au Commonwealth



**Une mission de l'organi-
sation séjourne à Lomé** **P3**

EPP 13 Janvier à Lomé



**Une école menacée
de fermeture par
les eaux pluviales** **P4**

Réduction de la dépendance du Togo en électricité

**La centrale solaire
de Blitta inaugurée** **P3**



Secteur halieutique

La pêche, une activité de plus en plus rentable

La production halieutique est en augmentation rapide au Togo. Les conditions de vie et de travail des pêcheurs connaissent également une croissance grâce à la quantité des produits halieutiques destinés à la consommation et à l'exportation.

Sur la longue liste des facilitations accordées aux pêcheurs et commer-

çantes de poissons, les pouvoirs publics ont inauguré en avril dernier un marché moderne au port de pêche de Gbetsogbé, avec des attentes énormes. Également, des matériels de protection, notamment 1 600 gilets de sauvetage aux mareyeuses et pêcheurs.

Objectif: permettre aux 8 000 acteurs qui travaillent régu-



lièrement sur le site, de rentabiliser convenablement et de vivre de leur travail dans un environnement propice. Le marché renferme des magasins, des

vestiaires ainsi qu'une infirmerie.

Cécile S.

Business

Les entreprises en plein essor

Au Togo, la création d'entreprises est en perpétuelle augmentation. Les jeunes et femmes entrepreneurs sont unanimes sur le fait que le meilleur emploi, c'est l'auto-emploi. Ceci est rendu possible grâce à l'environnement des affaires pur et attirant.

La pluralité des entreprises sur le territoire national fait accroître les chances des citoyens de s'épanouir et de barrer la route à la pauvreté. Au cours des 03 premiers mois de 2021, 4 087 nouvelles entreprises

ont été créées au Togo.

En janvier dernier, 1 390 entités ont été formalisées, contre 1 320 en janvier 2020. En février, 1 375 entités ont été créées, contre 1 168 en février de l'année passée. 1 322 nouvelles entreprises ont été mises sur pied en mars 2021, contre 1 180 une année plus tôt. 3 668 entreprises

avaient été créées au premier trimestre de 2020, contre 4 087 en 2021, ce qui est égal à



une croissance de 11%. Les entrepreneurs togolais représentent 80% (3 280) des entreprises for-

malisées en ce début d'année ; 19% des entreprises (807) ont été mises en place par des

investisseurs étrangers. Les femmes, placées en première page des politiques nationales de développement, ont créé 1 104 entreprises de janvier à mars 2021, soit un pourcentage de 27% de toutes les entreprises nées. Ces entités ont des impacts socioéconomiques en ce sens qu'elles créent des emplois et la richesse dans le pays.

Waraa

Siège : Derrière EPP
Kélégougou
Tél : 90-02-52-45
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)

Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION
Ezi Akoma
Achille
A. Fic
Jack Nukunu

INFOGRAPHISTE
Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE
Sans Dieu Rien

Tirage 3.000 Exemplaires

Récepissé N° 0471/29/05/13/HAAC
N° 324 - Jeudi 24 Juin 2021

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

**Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques**

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Réduction de la dépendance du Togo en électricité

La centrale solaire de Blitta inaugurée

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a présidé la cérémonie d'inauguration de la centrale so-

duction d'énergie propre du Togo à 265 MW. Pour être plus précis, elle va desservir 158 333

res qui vont générer environ 90.255 MWh d'énergie par an. Elle est construite par AMEA

AMEA Power, producteur énergétique indépendant et souhaite la même célérité pour les

deuxième mise en service cette année après celle de Kekeli Inficient Power de Lomé depuis



laire photovoltaïque « Sheikh Mohamed Bin Zayed » de Blitta. C'était le mardi 22 juin 2021. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités et partenaires du Togo. Selon le gouvernement, cette centrale solaire va porter la capacité de pro-

ménages togolais et 700 petites et moyennes entreprises. Elle va permettre également d'économiser plus d'un million de tonnes d'émissions de CO2 tout au long de sa durée de vie. La centrale solaire de Blitta est dotée de plus de 5 000 plaques solai-

Power. Les travaux ont été financés à hauteur de 35 milliards de F CFA par la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement. « Je me réjouis de cette réalisation effectuée en un temps record avec

autres projets énergétiques. », a écrit le président Faure sur sa page Facebook. Pour rappel, le gouvernement compte faire passer le taux d'électrification du Togo de 50% en 2020 à 75% en 2025 et à 100% d'ici 2030. La centrale de Blitta est la

le 26 avril dernier. Pour Faure Gnassingbé, l'implantation de ces centrales s'inscrit dans l'ambition de faciliter un accès universel à l'électricité et de desservir tous les ménages togolais en énergie propre.

Jack NUKUNU

Processus d'adhésion du Togo au Commonwealth

Une mission de l'organisation séjourne à Lomé

Depuis lundi dernier, une délégation du Commonwealth séjourne au Togo. Cette mission conduite par Marie-Pierre Olivier a échangé dans la journée du lundi avec madame le Premier ministre Victoire Tomegah-Dogbé. Les échanges ont porté sur les derniers réglages à peaufiner pour l'adhésion du Togo à cette organisation.

Après la rencontre avec la cheffe du gouvernement, la mission va rencontrer d'autres acteurs, notamment les institutions de la République, les organisations de la société



civile, les médias et les partis politiques. Elle aura à verser les conclusions de ses échanges avec les différents acteurs aux chefs d'Etats et de gouvernements de l'organisation. C'est après que la

réponse à la requête du Togo sera donnée. Le Commonwealth compte aujourd'hui 52 pays à travers le monde. Il est dirigé par sa Majesté la Reine Elisabeth II d'Angleterre en sa qualité de chef

de l'organisation. Le Togo est un pays francophone mais son adhésion au Commonwealth va lui permettre de diversifier ses partenaires et de consolider les liens de coopération et d'amitié avec les Etats membres. Les enjeux du Togo en adhérant à cette organisation sont d'ordre diplomatique, stratégique, économique et socioculturel. Le Dynamisme actuel de sa diplomatie et les avancées diplomatiques réalisées ces dernières années par le Togo sont des atouts pour sa candidature. Le Togo a enclenché le

processus d'adhésion au Commonwealth en 2014. Dans le cadre de ce processus, une mission de ladite organisation avait séjourné à Lomé du 20 au 23 février 2017. Traditionnellement composée d'anciens territoires sous domination britannique, le Commonwealth est créé en 1949. Avec le temps, l'organisation a évolué. Elle s'est ouverte à tous les pays épris de paix, de liberté et engagés dans la promotion des valeurs démocratiques, des droits de l'homme, de bonne gouvernance.

WARAA

EPP 13 Janvier à Lomé

Une école menacée de fermeture par les eaux pluviales

Située dans la commune du Golfe 2, l'école primaire publique 13 janvier est menacée par les eaux pluviales depuis plusieurs années. En saison pluvieuse, la cour de l'école est constamment submergée. Dans ces conditions, les élèves sont très souvent libérés, pendant que leurs amis des autres établissements suivent convenablement les cours.

La semaine dernière, une équipe de notre rédaction a fait une sortie pour constater l'état dans lequel cette école se trouve pendant cette nouvelle saison pluvieuse. Comme à l'accoutumée, les eaux ont déjà envahi la cour. Actuellement, les salles de classes sont fermées comme si les élèves étaient déjà en



mations, le ministère en charge de l'urbanisme s'est intéressé à ce dossier. Dans ce sens, l'Agence nationale d'assainissement et de la salubrité publique (ANASAP) a démarré des travaux urgents d'assai-

Ces caniveaux pourront alors recueillir les eaux pour les canaliser vers le bassin. Mais actuellement, les caniveaux ne figurent pas dans le cahier de charge de l'entreprise chargée des travaux. En plus des caniveaux, il faut protéger cette école par une clôture en bonne et due forme. Les autorités peuvent alors mieux faire pour aider cette école.

Un homme mort par noyade dans le bassin en construction

Après la pluie tombée dimanche dernier, le bassin en construction a ôté la vie à un jeune du quartier. Selon nos informations, il s'agit d'un jeune d'origine nigérienne. Noyé



EPP « 13 janvier », un nom historique mais laissé pour compte

Le 13 janvier est une date historique pour notre pays et une date importante pour le pouvoir en place. Malheureusement, le cours primaire



vacances. A entendre certains riverains, dès qu'une grande pluie s'annonce, les élèves sont libérés. Ils peuvent parfois passer toute une semaine à la maison espérant que l'eau tarisse avant qu'ils ne retrouvent le chemin de leurs classes. Selon le chef de cet établissement, il s'arrange à ce que les enfants ne soient pas privés des cours en restant pendant de longues périodes à la maison. A l'en croire, il craint la fermeture de cet établissement à la longue si les mesures ne sont pas prises pour résoudre le problème.

Peuvent mieux faire

Sur le site de l'établissement les autorités ont commencé à résoudre le problème. Selon nos infor-

nisement et de drainage des eaux de la zone de l'école. Ces travaux sont composés de la confection d'un bassin doté d'un système de pompage qui va pomper le trop plein d'eau vers une canalisation qui débouche sur les caniveaux bien aménagés au niveau des voies bitumées du quartier. Si le délai d'exécution de 3 mois prévu par le projet est respecté, les élèves de l'EPP 13 janvier auront une rentrée scolaire 2021-2022 pas comme les autres.

De l'avis d'un ingénieur, il serait un peu trop tôt de crier victoire. En effet, les eaux de ruissellement du quartier convergent vers cette école située dans une zone très basse. Il doit falloir alors faire des caniveaux tout au long de l'école.



depuis dimanche d'après les témoignages, le corps de ce jeune est resté au fond du bassin jusqu'à mardi. Les sapeurs-pompiers arrivés sur les lieux avaient demandé à la population de garder pa-



aux plongeurs traditionnels qui n'ont pas réussi à sortir le corps le mardi. C'est mercredi matin que le corps est remonté à la surface. Il a été inhumé en même temps.

qui porte le nom de cette date est laissé pour compte. Visiblement, les inondations empêchent son développement. Créée en 1978, cette école ne compte que 3 vieux bâtiments scolaires, un petit bâtiment administratif et un bloc sanitaire délabré. Elle a plutôt l'apparence d'un site abandonné.

Et pourtant, depuis 1978, elle a contribué à former des cadres malgré les conditions précaires. L'Etat est en train d'apporter des pistes de solutions au problème de l'inondation. Mais il ne pourra pas tout réaliser. Les parents d'élèves ont alors les regards tournés vers les bienfaiteurs qui pourront aider cette école pour qu'elle puisse offrir un meilleur cadre d'instruction et d'éducation aux futurs cadres de demain.

La Rédaction

Le Commonwealth rencontre les responsables des partis de l'opposition

Pas de place pour la DMK

La Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) exprime sa volonté de travailler avec la délégation du Commonwealth en séjour au Togo. Ce regroupement de partis politiques suggère à la mission conduite par Marie-Pierre Olivier de contribuer à vider le contentieux électoral issu du scrutin présidentiel du 22 février 2020. Mais la DMK n'est pas invitée aux consultations pour lesquelles sont programmés certains partis d'opposition.

Dans un communiqué de presse intitulé « Togo : Bienvenue au Commonwealth pour une sortie de crise pacifique », le regroupement rappelle que la délégation présente au Togo devrait rencontrer entre autres entités, la société civile et les partis politiques. Cependant elle s'étonne de ce que ni le regroupement, ni aucun parti ou association membre de ce dernier n'ait jusque-là invité à prendre langue avec la mission.

Qu'à cela tienne, ce qui compte pour Brigitte Kafui Adjmagbo-Johnson, coordinatrice de la



DMK et les autres c'est que la délégation qui puisse aider à résoudre la crise post électorale de 2020.

« Au regard des valeurs de l'institution qui incluent la démocratie fondée sur le libre choix de leurs gouvernants par les citoyens, la DMK formule le vœu que sa mission contribue à la résolution de la grave crise politique que traverse le Togo depuis l'élection présidentielle du 22 février 2020 », a écrit l'entité soutenant Agbeyome Kodjo.

De même, la DMK souhaite que le Commonwealth puisse se saisir de son mémorandum de sortie de crise pacifique dans son appréciation transversale et d'ensemble de la grave crise que traverse le Togo. Un tel mémorandum s'inscrit dans le cadre du plaidoyer de la DMK internationale pour une sortie de crise pacifique au Togo, démarré depuis la Rencontre citoyenne et patriotique togolaise de Bruxelles des 20 et 21 mai 2021.

« La DMK assure le



Commonwealth de sa disponibilité à œuvrer pour la paix, la stabilité et le devenir harmonieux du Togo avec toutes les bonnes volontés à l'instar de l'Union européenne et des Nations Unies », conclut le communiqué de la DMK.

Des partis politiques mais pas la DMK

A Lomé, la délégation du Commonwealth procède à plusieurs rencontres avec les institutions de la République, les organisations de la so-

ciété et avec des partis politiques. Les rencontres avec ce dernier groupe ont lieu toute la journée de mercredi.

Selon l'agenda de la visite, il est prévu des échanges dans un premier temps avec des partis politiques présents à l'Assemblée nationale par l'entremise des groupes parlementaires à savoir : UNIR, UFC, NET-PDP, Indépendants.

Le programme prévoit aussi des échanges avec des partis extraparlimentaires dont l'ANC, l'UDS-Togo, les FDR, le MCD. La DMK n'apparaît pas dans la liste arrêtée par le pouvoir.

Notons que la DMK qui arrivée 2^e à l'élection présidentielle de 2020 selon la CENI et la Cour constitutionnelle continue par contester les résultats. Son candidat, l'ancien premier ministre, Messan Agbéyomé Kodjo vit depuis des mois en exil. Certains militants de ce regroupement sont toujours incarcérés.

Togobreakingnews

Descente aux Enfers de l'ancien Premier ministre ivoirien

Guillaume Soro condamné à la prison à vie

L'ancien Premier ministre ivoirien et ex-président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro a été condamné à la prison à vie par le tribunal criminel d'Abidjan. L'ex-président de l'Assemblée nationale et 19 de ses proches étaient poursuivis notamment pour tentative d'atteinte à l'autorité de l'État et complot, diffusion de nouvelles fausses et troubles à l'ordre public. Quatorze prévenus étaient dans le box. Les

autres, dont Guillaume Soro, étaient jugés par contumace. Le tribunal a suivi les réquisitions du procureur. Prison à vie pour Guillaume Soro, 20 ans pour son avocat Affoussy Bamba, exilée également. Vingt ans encore pour son directeur de protocole Soul to Soul et les militaires de sa garde rapprochée, condamnés pour tentative d'atteinte à l'autorité de l'État et complot, et qui eux ont comparu



lors de ce procès entamé le 19 mai. Le régime les accusait d'avoir fomenté une insurrection contre les autorités. Alain Lobognon a été con-

damné pour avoir tenu une conférence de presse le 23 décembre 2019, au moment où l'avion de Guillaume Soro s'apprêtait à atterrir à Abidjan. L'ancien ministre et ex-député est condamné à 17 mois de prison pour troubles à l'ordre public. Tout comme les deux frères, Simon et Rigobert Soro. Tous trois ont fait 18 mois de détention provisoire. Ils sont donc libres. Le tribunal ordonne

aussi la dissolution de Générations et peuples solidaires (GPS), le mouvement politique de Guillaume Soro. Les 20 prévenus sont également condamnés à payer solidairement 1 milliard de FCFA de dommages et intérêts. Les avocats de la défense, qui ont dénoncé à la sortie de l'audience un procès politique, ont annoncé leur intention de faire appel.

AFP

COMMUNDAE ECONOMICADOSESTADOSDAFRICA OCCIDENTAL
ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE

CINQUANTE-NEUVIÈME (59^{ème}) SESSION ORDINAIRE DE LA
CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

19 juin 2021 à Accra, République du Ghana

COMMUNIQUÉ FINAL



1. La cinquante-neuvième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue le 19 juin 2021 à Accra en République du Ghana, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana et Président en exercice de la Conférence.

2. Étaient présents à cette session, les Chefs d'État et de Gouvernement ci-après, ou leurs représentants dûment mandatés :

S.E.M. Patrice TALON, Président de la République du Bénin ;
S.E.M. Roch Marc Christian KABORÉ, Président du Burkina Faso ;
S.E.M. Jorge Carlos de ALMEIDA FONSECA, Président de la République de Cabo Verde ;
S.E.M. Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire ; S.E.M. Adama BARROW, Président de la République de la Gambie ;
S.E.M. Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana ;

S.E.M. Prof. Alpha CONDÉ, Président de la République de Guinée ; S.E.M. Umaro Sissoco EMBALO, Président de la République de Guinée-Bissau ;
S.E.M. Georges Manneh WEAH, Président de la République du Libéria ;
S.E.M. Muhammadu BUHARI, Président de la République Fédérale du Nigéria ;

S.E.M. Julius Maada BIO, Président de la République de Sierra Leone ; S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République togolaise.

S.E.M. Ouhoumoudou Mahamadou, Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République du Niger
S.E. Madame Aissata Tall Fall, Ministre des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Étranger, République du Sénégal

3. Étaient également présents à la session :
S.E.M. Jean-Claude Kassi BROU, Président de la Commission de la CEDEAO ;

S.E. Mme Louise MUSHIKI WABO, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ;
S.E.M. Akinwumi ADESINA, Président de la Banque africaine de Développement ;
S.E.M. Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ;
S.E.M. Goodluck Ebele Jonathan, ancien Président de la République fédérale du Nigéria, et Médiateur de la CEDEAO pour le Mali.

4. Lors de la cérémonie d'ouverture, le Président de la Commission, S.E.M. Jean-Claude Kassi Brou, a prononcé un mot de bienvenue à la suite duquel, S.E.M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, a prononcé le discours d'ouverture.

5. Des messages d'amitié ont également été délivrés par S.E. Mme Louise MUSHIKI WABO, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, par S.E.M. Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies (UN) et Responsable du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

(UNOWAS), et par S.E.M. Akinwumi ADESINA, Président de la Banque Africaine de Développement.

6. Les Chefs d'État et de Gouvernement ont pris note du rapport intérimaire

2021 du Président de la Commission de la CEDEAO, ainsi que des rapports de la 46^{ème} session ordinaire du Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO et de la 86^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO.

7. Ils se sont félicités de la qualité des rapports et des recommandations pertinentes qui y sont contenues.

8. Réaffirmant leur engagement à approfondir le processus d'intégration en Afrique de l'Ouest, les Chefs d'État et de Gouvernement, à l'issue de leurs délibérations, ont approuvé les principales recommandations contenues dans les différents rapports, puis ont procédé à l'examen des questions spécifiques suivantes :

A. AU TITRE DE LA SITUATION DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

9. La Conférence a pris note de la situation de la pandémie de COVID-19 dans la région, qui révèle une stabilisation résultant des efforts déployés par les États membres et l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OAS).

10. Elle a pris note de la vaccination dans tous les États membres au moyen des vaccins fournis par l'initiative COVAX et salue la récente décision du G7 de fournir des vaccins supplémentaires aux pays en développement.

11. La Conférence encourage l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé à intensifier ses efforts en vue de la mobilisation d'un partenariat pour la production de vaccins anti-COVID dans la région et note la nécessité d'introduire un passeport biométrique dans la région.

12. La Conférence charge le Président de la Commission de travailler avec les États membres et l'OAS sur les modalités visant à accélérer la réouverture des frontières terrestres en toute sûreté pendant la pandémie, conformément aux directives harmonisées de la CEDEAO pour la libre circulation des personnes et des biens en période de pandémie.

B. AU TITRE DE LA PAIX, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉMOCRATIE

13. La Conférence réaffirme son attachement à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région, condition préalable à l'intégration économique et au développement dans l'espace communautaire.

14. En ce qui concerne la situation politique dans la région, la Conférence réitère ses préoccupations au sujet de la crise au Mali dans le contexte des problèmes sécuritaires relatifs aux attaques terroristes et à la pandémie de COVID-19 entraînant de terribles impacts socio-économiques. La Conférence se félicite du rapport présenté par S.E. M. Goodluck Ebele JO-NATHAN, Envoyé spécial et Médiateur de la CEDEAO au Mali, suite à sa mission effectuée au Mali du 8 au 9 juin 2021 en vue de dialoguer avec les parties prenantes sur les décisions prises par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO lors de son Sommet extraordinaire tenu le 30 mai 2021 à Accra, au Ghana.

15. La Conférence prend note de la nomination d'un Premier

Suite à la p 7

COMMUNIQUE

CONCOURS MEILLEURS REPORTAGES SUR LE CIVISME FISCAL

L'Observatoire togolais des médias (OTM) et l'Office Togolais des Recettes portent à la connaissance des professionnels des médias que le délai de dépôt des productions dans le cadre du concours sur « les déterminants du civisme fiscal » est prorogé jusqu'au vendredi 9 juillet 2021 à 17H. La participation au concours est ouverte à tous les professionnels des médias dans la catégorie presse écrite, presse en ligne, radio et télévision. Pour y participer ; il faut - Etre un professionnel des médias du secteur public ou privé au Togo exerçant dans un organe de presse écrite, en ligne ou de l'audiovisuel

- Ne pas être membre du comité d'organisation dudit concours

- Les productions dans le cadre du concours doivent être publiées

- Le dépôt des productions se fait au siège de l'OTM sis à KLIKAME de 8H à 17h tous les jours ouvrables

Fait à Lomé

Le 22 Juin 2021

L'organisation OTM/OTR

PHARMACIES DE GARDE

Du 14/06/2021 au 20/06/2021

Pharmacie ADOUAI Face Hotel la Plantation à Agoé-Nyivé +22890 27 35 36	Pharmacie KOUSSAN En face du stade de Kégué +22823 20 04 57
Pharmacie AMEN Marché Adetikoïpe, ores de l'Eglise Catholique Christ-Roi 90885588	Pharmacie LA BARAKA Agoé LOCOPE, non loin de l'ECOLE LA BRUYERE APPROXIMATE DU CAMP GP +22890174928
Pharmacie AMESSIAME-BE Marché de Bé +22822 21 49 74	Pharmacie LA MAIN DE DIEU Non loin du marché Agoé Assiyé - 13 BP 523 Lomé - Togo +228 22 52 77 55
Pharmacie AMITIE 24 Av. des Hydrocarbures (SOTED) +22822 21 74 47	Pharmacie LAUS DEO Route de Léo 2000, face clinique Besthesda - quartier Adidjadin +22822 25 15 05
Pharmacie APOU ANTOINE Non loin du Lycée Assiyé, En face de la station Total Agoé - 05 BP 485 Lomé - Togo +22822 19 12 15	Pharmacie LE JOURDAIN Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG Tokoin Wuti +22822 61 56 14
Pharmacie AVEPOZO A côté de la place publique d'avepozo +22822 27 04 86	Pharmacie MAELYS 1688, Bd Mafakassa - Bè Kpota en Face de NETAD +22822 27 60 19
Pharmacie BAGUIDA Face CMS de Baguida +22822 35 47 71	Pharmacie MAINA Route Zangwara-Carrefour bleu, non loin du marché Agoé Assiyé - BP 4689 Lomé - Togo +22822 33 65 34
Pharmacie BESDA Agoé Zangwara, Route de Kpalimé +22822 51 05 29	Pharmacie MAWULE Bè-Kpota (Anc. Pharmacie du Rond Point Kakpoto +22822 27 11 21
Pharmacie CONSEIL Carrefour du CEG Sagbadjo Logote +22823 21 56 53	Pharmacie MBA Agoé-Légassito, Route de mission Tovi, 300 mètres après le marché de Légassito 22870278181
Pharmacie DE LA CITE Bd. du 30 Août +22822 25 01 25	Pharmacie NATION Face ancien Marché TOTSI +22822 25 99 65
Pharmacie DELALI Quartier Agoé-Cacaveli, Face Cour d'Appel +22822 25 06 90	Pharmacie ROBERTSON Après la Lagune de Nyeknapoé (TOGATO) +22822 22 28 41
Pharmacie DU POINT E « 506 rue 129 Alfao Gakli (Kinti Gome), a Djidjole dans le von de la pharmacie Djidjole » +22822 51 91 71	Pharmacie SATIS Près du C.E.G. Koshigan à agoé-logopé sur le Bd de la CEDEAO +22822 50 30 55
Pharmacie ECLAIR Bè Ahligo, près du Marché +22822 22 75 11	Pharmacie RITA Rue pavée, Doulassamé - Face Hotel SANA +22822 20 90 16
Pharmacie EL-SHAMMAH Sise à amadadomé à côté de la maison des jeun- nes +22822 46 93 50	Pharmacie ST PAUL Bd. Jean Paul II +22822 22 46 72
Pharmacie EPIPHANIA Rue de La Pampa, Carrefour AGBEMADON, ADJOCOME +22823 20 10 52	Pharmacie ST PHILIPPE Sanguera, Route Lomé Kpalimé près de la Sta- tion Service OANDO +22890673324
Pharmacie ESPERANCE Av. F.J. STRAUSS, Face Ecole Française Nyeknapoé (Rue Adjolo) a +22822 21 01 28	Pharmacie TAKOE Avent la station CAP ESSO de Zongo (côté op- posé) +22822 34 03 42
Pharmacie GBOSSIME Face Marché Gbossime +22822 22 5050	Pharmacie VERTE Face Ecole du Parti Kikamé +22822 25 03 26
Pharmacie HEDZIRANAVE Marché HEDZIRANAVE +22822 47 54 37	Pharmacie VITA-FLORE Sise à Agoé Vekposito à 100 m de la station Shell Agoé Vekposito +22822 19 22 86 / 22 19 22 86
Pharmacie JEANNE d'ARC Pres. de Mercedes-Renault-Star +228 22 22 08 01	Pharmacie ZOSSIME Zossime, sur la route de Sanguera près du mar- ché de Zossime 22870462664
Pharmacie J-MIMSHAK Rue Tchamba 964, à 50m de la base de Satom Hountigome 22822603050	
Pharmacie KLOKPE Derrière la Forêt Togo 2000 - Quartier Aliégou +22822 61 42 42	

SAVOIR



NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA OCIDENTAL **ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES** **COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE**

CINQUANTE-NEUVIÈME (59^{ème}) SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

19 juin 2021 à Accra, République du Ghana
COMMUNIQUÉ FINAL



Suite de la p 6

Ministre civil et de la formation d'un nouveau Gouvernement.
16. Elle prend également note de l'engagement des Autorités de la Transition à se conformer au calendrier électoral ; l'élection présidentielle étant prévue en février 2022.

17. La Conférence a également été informée du mécanisme de suivi qui sera mis en place pour s'assurer du respect strict du calendrier électoral publié le 15 avril 2021. Elle donne instruction au Président de la Commission d'assurer le fonctionnement efficace du mécanisme et la mise en œuvre des mesures qui y sont contenues.

18. La Conférence a pris note de l'évolution positive de la situation au Mali et décide de rester saisie de la situation politique malienne.

19. En ce qui concerne les processus électoraux dans la région, la Conférence se félicite de la réussite des élections présidentielles au Bénin et au Niger, ainsi que des élections législatives à Cabo Verde et en Côte d'Ivoire. La Conférence adresse ses plus chaleureuses félicitations à son Excellence Monsieur Patrice TALON, Président de la République du Bénin, pour sa réélection à la plus haute fonction publique de son pays et à son Excellence Monsieur Mohamed BAZOUM pour son élection à la présidence de la République du Niger et leur souhaite plein succès.

20. La Conférence instruit le Président de la Commission à fournir l'appui nécessaire aux Gouvernements de Cabo Verde et de la Gambie dans le cadre des prochaines élections présidentielles.

21. En ce qui concerne la diplomatie préventive, la Conférence se félicite de la reconstitution et du repositionnement du Conseil des Sages de la CEDEAO en vue de soutenir efficacement les efforts de diplomatie préventive et de médiation de la CEDEAO dans les États membres. La Conférence endosse la liste des membres du Conseil des Sages et prend note de l'élection de S.E. M. Goodluck Ebele Jonathan du Nigeria et Mme Saran Daraba de la Guinée, respectivement en tant que Président et Vice-présidente du Conseil des Sages de la CEDEAO. Elle donne instruction au Président de la Commission de fournir au Conseil l'appui nécessaire, y compris sur les plans technique et administratif, pour l'exécution efficace de son mandat.

22. Concernant la situation sécuritaire dans la région, la Conférence reste préoccupée par la situation sécuritaire dans la région. La Conférence réaffirme sa détermination à lutter sans relâche contre le fléau du terrorisme,

et condamne fermement la récurrence des attaques terroristes dans les pays de la ligne de front, à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigeria. Elle exprime sa solidarité avec les États membres et les populations touchés.

23. La Conférence réitère ses appels urgents aux États membres pour qu'ils accélèrent le paiement de leurs contributions volontaires au Fonds dédié à la mise en œuvre du Plan d'actions 2020 - 2024 pour l'éradication du terrorisme dans la région. Elle donne des instructions à la Commission de la CEDEAO aux fins de renforcer les efforts de mobilisation des ressources, notamment en mettant à profit les nominations par la Conférence de S.E. Mahamadou Issoufou, ancien Président de la République du Niger et de S.E. Nana ADDO DANKWA AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana comme champions de la mobilisation des ressources pour le Plan d'Actions.

24. La Conférence exprime sa préoccupation quant aux effets déstabilisateurs des opérations des groupes de mercenaires venant de Libye et appelle à une action internationale concertée en vue de la résolution urgente de cette question, impliquant le désarmement des groupes de mercenaires.

25. La Conférence exprime le besoin de renforcer l'optimisation des synergies entre les différentes agences de sécurité, de défense et de renseignement dans l'espace CEDEAO afin de faciliter des réponses rapides et appropriées aux menaces existantes et émergentes. A cet effet, la Conférence approuve la création d'un Forum permanent des Conseillers nationaux de sécurité de l'Afrique de l'Ouest et charge le Président de la Commission d'assurer un fonctionnement efficace, une coordination adéquate et une complémentarité avec les comités de défense et de sécurité existants de la CEDEAO.

26. En ce qui concerne la sécurité et la sûreté maritimes, la Conférence réitère son appel aux États membres afin qu'ils mettent pleinement en œuvre les mesures adoptées aux niveaux national, régional et continental dans le but d'assurer la sécurité et la sûreté maritimes dans le Golfe de Guinée. Elle instruit le Président de la Commission de prendre les mesures appropriées, en consultation avec les États membres, afin de rendre pleinement opérationnelle l'architecture de sécurité maritime de la CEDEAO. Version finale

27. Concernant la mission de la CEDEAO en Gambie (ECOMIG), la Conférence prescrit de revoir le mandat et la structure de l'ECOMIG afin de sécuriser les élections présidentielles de décembre 2021 et réaffirme sa décision de modifier la structure de l'ECOMIG après les élections présidentielles.

N° 324 - Jeudi 24 Juin 2021

28. En ce qui concerne la situation humanitaire, la Conférence s'est déclarée préoccupée par la détérioration de la situation humanitaire dans la région en raison des attaques terroristes et des effets du changement climatique. A cet égard, la Conférence réaffirme la nécessité de renforcer les interventions humanitaires de la CEDEAO et la coordination avec les acteurs humanitaires concernés.

C. AU TITRE DES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'INTÉGRATION RÉGIONALE

29. Après une croissance négative de 0,8% en 2020 liée aux effets négatifs de la COVID-19, la Conférence se félicite de la reprise annoncée en 2021 avec une hausse du PIB projetée 3,5% en 2021. Elle exhorte les États membres à accélérer la mise en œuvre des programmes et projets de relance économiques pour soutenir la reprise en cours.

30. La Conférence note la nécessité de mettre en œuvre un plan de financement important pour les économies de la Région afin de soutenir la relance. Dans ce sens, elle se félicite des différentes initiatives en cours, notamment le Sommet de Paris pour le financement des économies africaines, ainsi que les initiatives du G20 relatives à la restructuration des dettes des pays en développement. Elle appelle à une mise en œuvre diligente de ces initiatives.

31. La Conférence félicite le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le lancement d'une facilité pour aider les pays africains, y compris les pays membres de la CEDEAO, à faire face à la pandémie de COVID-19, ainsi que pour son soutien aux pays du G5 Sahel visant à renforcer les systèmes de santé nationaux. Elle félicite également la BAD pour le soutien de 22 millions

USD apporté à l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS).

Version finale

32. La Conférence prend note de la proposition de la BAD de développer un Mécanisme Africain de Stabilité Financière pour protéger le continent contre les chocs externes et internes, et de créer des Obligations d'Investissement liées à la sécurité pour mobiliser des ressources sur les marchés mondiaux des capitaux afin de renforcer la sécurité dans l'espace CEDEAO. Elle appelle la BAD à travailler avec la Commission de la CEDEAO pour le développement des Obligations d'Investissement liées à la sécurité.

33. Par ailleurs, la Conférence appelle la BAD à soutenir la mise en place d'infrastructures de soins de qualité et le développement d'industries pharmaceutiques dans les pays de la CEDEAO, notamment la fabrication de vaccins.

D. AU TITRE DE LA CRÉATION D'UNE UNION MONÉTAIRE

34. La Conférence félicite le Comité ministériel sur le Programme de la monnaie unique pour les diligences accomplies dans la mise en œuvre des décisions prises lors de sa 58^{ème} Session ordinaire tenue par vidéoconférence le 23 janvier 2021. Elle décide :

- a. D'adopter le Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique entre les États membres de la CEDEAO dont la phase de convergence couvre la période de 2022 à 2026 et la phase de stabilité à partir du 1^{er} janvier 2027 ; et
- b. De prendre note de la Feuille de route pour le lancement de l'ECO à l'horizon 2027 et charge le Comité ministériel de continuer à travailler pour résoudre toutes les questions en suspens.

E. AU TITRE DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAf)

35. La Conférence a pris note des progrès réalisés dans la ratification de l'accord et a exhorté les autres États membres à accélérer le processus de ratification de la ZLECAf. En outre, elle demande à la Commission de la CEDEAO de continuer à coordonner les positions communes pour les négociations afin de s'assurer qu'elles s'appuient sur les acquis de la CEDEAO.

F. AU TITRE DES QUESTIONS FRONTALIÈRES

36. La Conférence félicite la République de Guinée et la République de Sierra Leone pour la réouverture de leur frontière. Elle se félicite en outre de l'esprit de solidarité et d'ouverture qui a conduit, lors du Sommet, à la signature de l'Accord de Coopération Militaire et Technique entre les Républiques du Sénégal et de Guinée, posant ainsi les bases de la réouverture imminente de leurs frontières. Elle encourage les Républiques de Guinée et de Guinée-Bissau à ouvrir ensemble pour parvenir à la réouverture de leur frontière. La CEDEAO se tient aux côtés des pays concernés pour les accompagner dans leurs efforts.

G. AU TITRE DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES

37. Conformément aux décisions prises par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement lors de sa session extraordinaire du 2 février 2021 sur les réformes institutionnelles, S.E. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la Conférence, a présenté son rapport sur les réflexions relatives à la structure et à la taille optimales de la nouvelle Commission et des autres institutions, ainsi que sur les efforts visant à rationaliser davantage les coûts de fonctionnement de la CEDEAO. La Conférence a félicité S.E. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo pour la qualité du rapport et pour les efforts déployés en vue de parvenir à un résultat consensuel.

38. La Conférence a réitéré son engagement envers les objectifs d'amélioration de la performance et de l'efficacité opérationnelle des institutions de la CEDEAO, afin de promouvoir la mise en œuvre des programmes d'intégration orientés vers le développement économique et social de la région.

39. A cette fin, la Conférence adopte une Commission de 7 membres comme nouvelle structure de la Commission à partir de mars 2022. La Conférence donne mandat à S.E.M. Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO, Président de la Conférence, de poursuivre ses efforts en vue de l'attribution des postes statutaires et de la mise en œuvre effective des mesures de réduction des coûts opérationnels des Institutions de la CEDEAO.

H. S'AGISSANT DU MÉCANISME DE ROTATION PROPOSÉ EN CE QUI CONCERNE LES CANDIDATURES DES ÉTATS MEMBRES À LA PRÉSIDENTIE DE L'UNION AFRICAINE

40. La Conférence a pris note du rapport sur un mécanisme visant à assurer la prévisibilité, la transparence et l'équité du processus de rotation en ce qui concerne les candidatures des États membres de la CEDEAO à la présidence de l'Union africaine lorsque ce sera le tour de la CEDEAO.

41. La Conférence approuve les critères établis dans le rapport et la rotation subséquente proposée au sein des États membres de la CEDEAO pour les candidatures au poste de président de l'Union africaine.

I. AUTRES QUESTIONS

42. La Conférence a été informée de la déclaration, par l'Organisation Mondiale de la Santé, de la fin de l'épidémie d'Ebola en Guinée. Elle félicite le Gouvernement et le peuple guinéens pour leur engagement fort dans la lutte contre les épidémies avec le soutien de l'OOAS.

43. La Conférence rend un vibrant hommage à S.E.M. Jorge Carlos de ALMEIDA FONSECA, Président de la République de Cabo Verde, dont c'est la dernière participation au Sommet en qualité de Chef d'État, pour sa forte conviction et son action en faveur de l'intégration économique, de l'enracinement de la démocratie, de la paix et de la sécurité régionales. Elle salue les actions conduites tout au long de ses deux mandats de Président de la République du Cabo Verde, qui ont contribué au développement économique et social et au développement de son pays dans la paix, notamment par le développement des infrastructures nécessaires.

J. ELECTION DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

44. Les Chefs d'État et de Gouvernement ont élu S.E.M. Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana, à la présidence de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, pour un nouveau mandat d'un an.

K. DATE ET LIEU DU PROCHAIN SOMMET

45. Les Chefs d'État et de Gouvernement décident de tenir la prochaine session ordinaire à Abuja, République fédérale du Nigeria, le samedi 18 décembre 2021.

46. Les Chefs d'État et de Gouvernement expriment leur sincère reconnaissance à S.E. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, Président de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, pour son leadership dans la conduite des affaires de la Communauté.

FAIT A ACCRA, LE 19 JUIN 2021
LA CONFÉRENCE
version finale

A partir du 1^{er} janvier 2016

EXIGEZ LA QUITTANCE SÉCURISÉE POUR PLUS DE TRANSPARENCE DANS LA COLLECTE MANUELLE DES RECETTES DE L'ÉTAT



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg